



CHAPITRE 3

Les principaux mécanismes économiques

01

La mesure de la performance économique

Comment quantifier la richesse produite par un pays ?

02

Revenus, consommation, épargne, investissement

Les flux économiques qui animent la société

03

La redistribution

Comment les richesses sont-elles réparties entre les acteurs ?

PARTIE I

Les mesures de la performance économique

Pour évaluer la santé d'une économie, les économistes s'appuient sur des indicateurs quantitatifs. Le plus connu d'entre eux est le **Produit Intérieur Brut (PIB)**.



Qu'est-ce que le PIB ?



Le **PIB** (Produit Intérieur Brut) mesure les richesses créées dans un pays au cours d'une période donnée.

Cette richesse est mesurée par la **valeur ajoutée** : la différence entre la valeur de la production réalisée et l'ensemble des consommations intermédiaires engagées.

📄 **Formule** : $VA = CA - CI$
Consommations intermédiaires =
matières premières et biens
utilisés pour produire.

I.A

Le PIB, un outil précieux...

Mesurer la croissance

C'est l'indicateur de référence pour évaluer si l'économie d'un pays progresse ou régresse d'une année à l'autre.

Comparer dans le temps

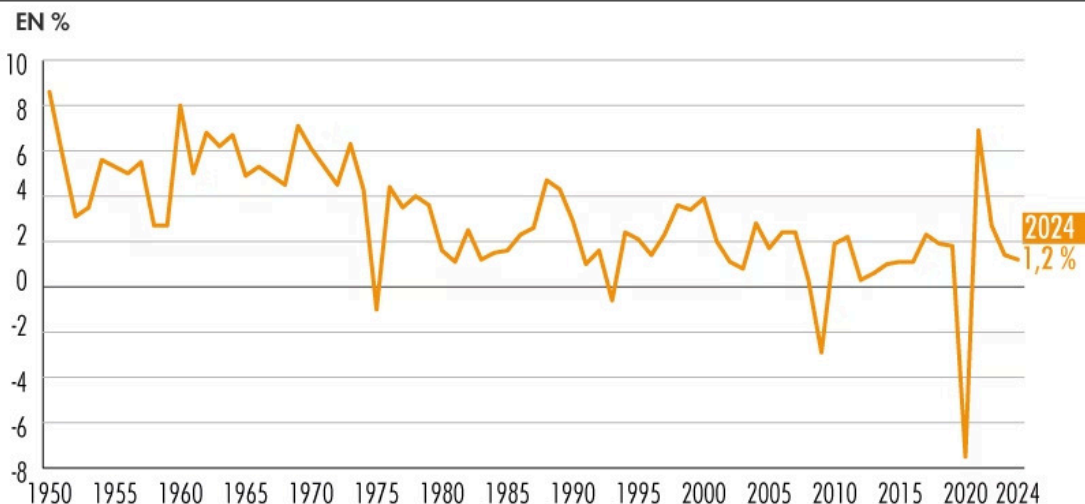
Il permet de comparer la performance d'un même pays entre deux périodes différentes.

Comparer entre pays

On peut comparer la richesse produite par plusieurs pays et calculer le **PIB par habitant**.

Le PIB en France : une croissance quasi-continue

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB EN VOLUME



Source : lafinancepourtous.com d'après Banque mondiale



En dehors de quelques crises (1975, 1993, 2009, 2020), le PIB augmente chaque année en France depuis les années 1950.

Enjeu central : plus de production = plus de richesses à répartir.

3 000 milliards €

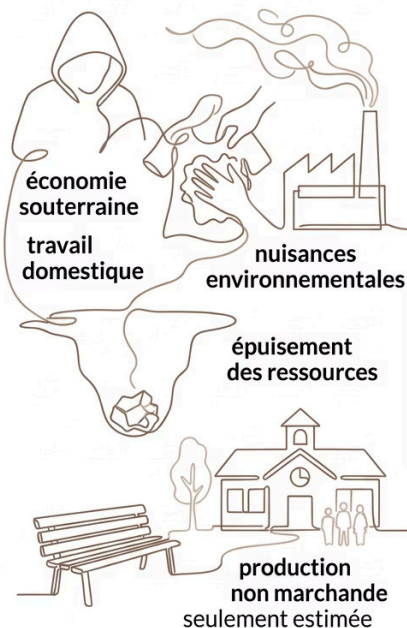
PIB français en 2025

+0,9%

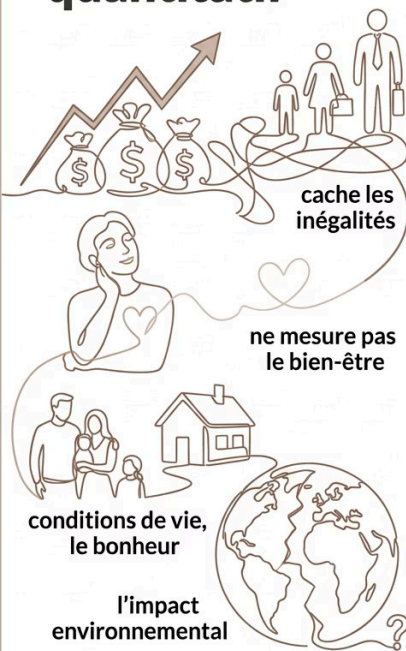
Croissance par rapport à 2024

... Mais un indicateur limité !

1) Activités mal ou non prises en compte



2) Indicateur purement quantitatif



Ce que le PIB ne mesure pas

Le PIB est un indicateur **quantitatif**, pas qualitatif. Il peut cacher des **inégalités** et ignore le **bien-être**, les **conditions de vie** et l'**impact environnemental**.

⚠ Un PIB en hausse ne signifie pas nécessairement une amélioration du niveau de vie pour tous.



PARTIE II

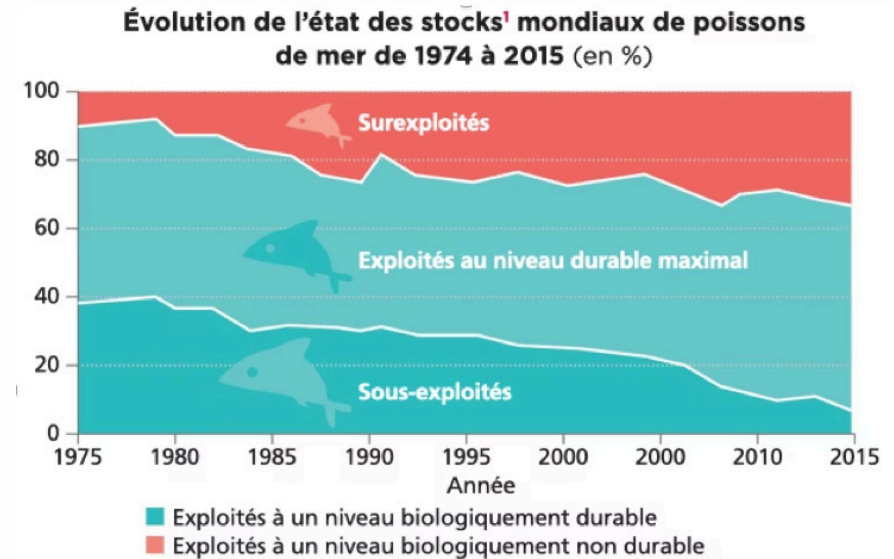
La croissance économique et ses limites

En mesurant l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, on obtient le **taux de croissance économique**. Mais la recherche à tout prix de la croissance peut avoir des effets néfastes sur l'environnement.

La disparition des ressources naturelles

Réserves prouvées de sources d'énergie en 2018 (en années, au rythme de consommation actuel)

Source d'énergie	Nombre d'années
Pétrole	50 ans
Gaz	51 ans
Charbon	132 ans
Uranium	130 ans



Toute production économique nécessite l'utilisation de **ressources naturelles** : ressources non renouvelables (pétrole, gaz, minerais) et ressources renouvelables (forêts, eau, sols).

Une **surrexploitation** de ces ressources conduit à leur épuisement progressif, menaçant la capacité de production future et les équilibres écologiques.

i Les ressources renouvelables peuvent se reconstituer, mais seulement si leur exploitation reste inférieure à leur taux de régénération.

Pollution et réchauffement climatique

Les effets de la pollution

La production industrielle et agricole génère des polluants qui affectent :

- La **santé humaine** : augmentation des maladies, baisse de l'espérance de vie
- La **biodiversité** : destruction d'habitats et d'espèces
- Les **écosystèmes** : dégradation des sols, des eaux et de l'air

Les gaz à effet de serre

La production engendre des rejets de **GES** (CO₂, méthane...) qui amplifient l'effet de serre et provoquent le **réchauffement climatique**.



ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

III. La mesure du développement et du bien-être

La **croissance** mesure l'augmentation quantitative de la production. Le **développement** désigne l'ensemble des changements qualitatifs qui rendent une population apte à accroître son produit global. La croissance est une *condition nécessaire* au développement, mais pas *suffisante* : elle n'empêche ni les inégalités, ni la dégradation des conditions de vie.

Les effets de la croissance sur le développement

Effets économiques

- Réduction de la pauvreté monétaire
- Transformation de la structure des emplois : tertiarisation progressive de l'économie

Effets sociaux

- Amélioration des conditions de vie : consommation, éducation, santé
- Mais risque de creuser les inégalités lorsque les bénéfices ne profitent qu'à une élite

L'Indice de Développement Humain (IDH)

L'IDH est l'indicateur principal pour mesurer le développement d'un pays. Il combine **trois dimensions complémentaires** en un indice unique compris entre 0 et 1.



Santé

Espérance de vie à la naissance



Éducation

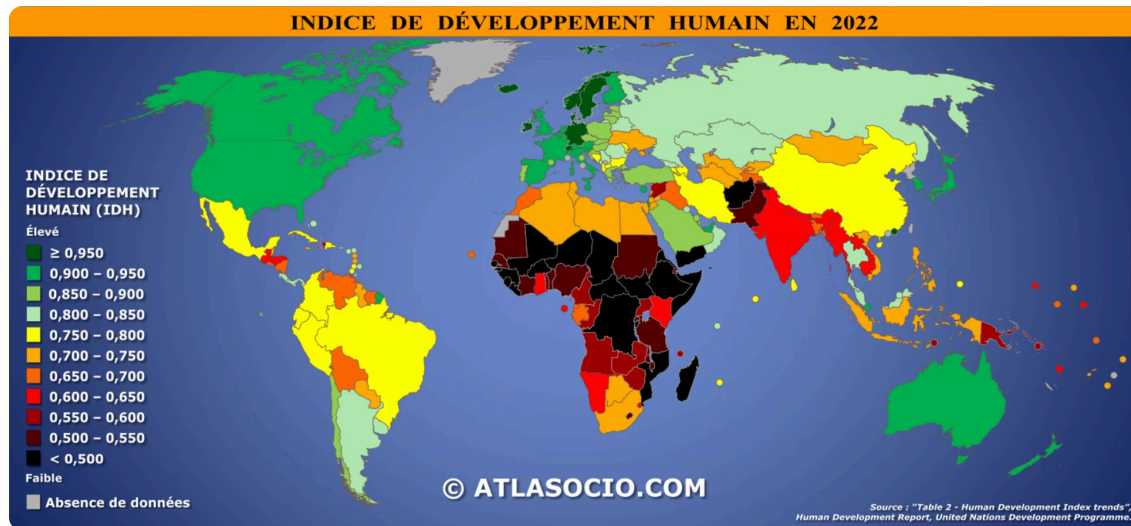
Durée de scolarisation et taux d'alphabétisation



Niveau de vie

Revenu national brut par habitant (en parité de pouvoir d'achat)

Comprendre l'IDH : trois dimensions, un indice



L'IDH permet de comparer les pays au-delà du seul PIB. Un pays peut avoir une forte croissance sans pour autant afficher un IDH élevé si les progrès ne se traduisent pas en santé ou en éducation.

i L'IDH a été créé en 1990 par le PNUD, sous l'impulsion des économistes Mahbub ul Haq et Amartya Sen.



PARTIE III

La redistribution

Comment les richesses produites sont-elles partagées au sein d'une société ?
La redistribution est au cœur des politiques publiques de justice sociale.

Pourquoi redistribuer ?

→ **La croissance génère des revenus**
L'augmentation de la production entraîne une hausse des revenus, mais leur répartition reste inégale.

→ **Un enjeu de justice sociale**
Le partage des richesses est une question centrale : sans intervention, les inégalités tendent à se reproduire.

→ **L'objectif de cohésion sociale**
Les pouvoirs publics cherchent à réduire les inégalités pour maintenir la cohésion de la société.

I.

Les inégalités en France

Les sociétés occidentales sont **égalitaires en droit**, mais des inégalités de fait persistent. Une **inégalité** désigne une différence entre individus ou groupes qui se traduit par un **avantage ou un désavantage** dans l'accès à des ressources rares : revenus, emploi, éducation, santé...



Mesurer les inégalités

1

Les quantiles

Découpage d'une population en groupes de taille égale : **quartiles** (4 groupes), **déciles** (10 groupes). Permet de comparer les extrêmes.

2

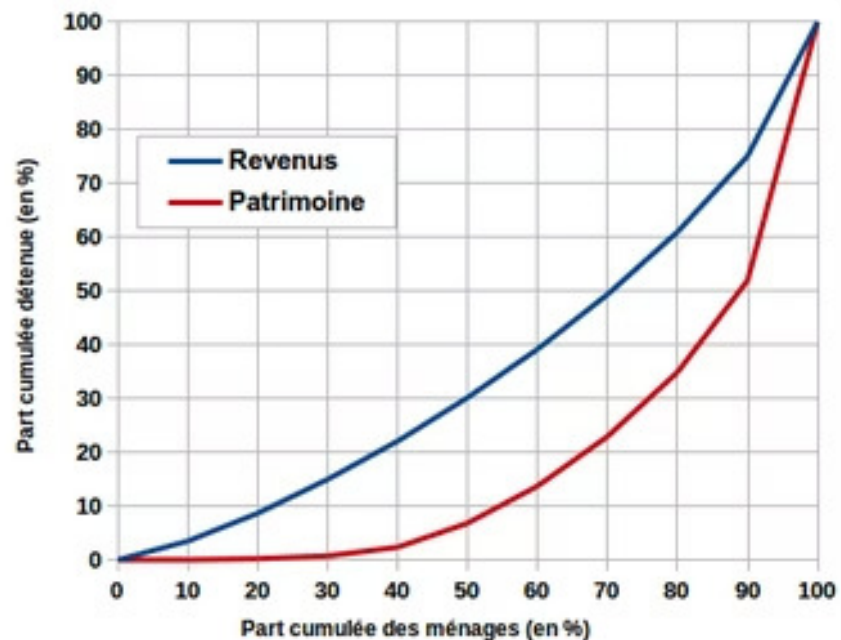
La courbe de Lorenz

Représentation graphique de la répartition des revenus. Plus la courbe s'éloigne de la diagonale, plus les inégalités sont fortes.

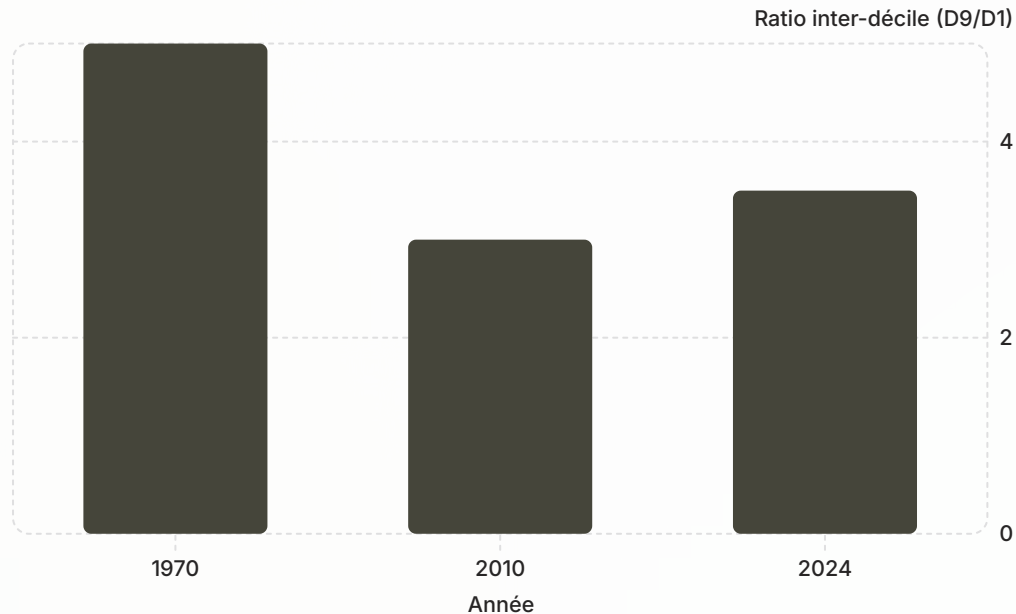
3

Le coefficient de Gini

Indice synthétique entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité totale). Résume en un seul chiffre le degré d'inégalité.



Les principales inégalités en France



Inégalités économiques

En France, les inégalités de revenus ont globalement diminué sur le long terme, mais se sont **stabilisées voire accentuées** depuis 2020.

- **1970** : les 10 % les plus riches gagnaient 5× plus que les 10 % les plus pauvres
- **2010** : ce ratio est tombé à 3×
- **2024** : il remonte à 3,5×

D'autres inégalités persistent : genre, âge, accès à la santé, au logement, à l'emploi.

Comment l'État peut-il réduire les inégalités ?



La fiscalité

Impôts progressifs et redistribution des revenus via les prestations sociales (allocations, minima sociaux, retraites).



Les services collectifs

Prise en charge publique de l'éducation, de la santé, du logement social : un accès universel aux ressources essentielles.





II. A

Les mesures redistributives

La **redistribution** désigne l'ensemble des mesures prises par les administrations publiques (APU) pour modifier la répartition des revenus. Elle s'appuie sur la **fiscalité** (impôts, cotisations sociales, taxes) pour financer des **prestations sociales** dans un objectif de protection sociale.

Les risques sociaux couverts

La protection sociale regroupe les mécanismes permettant aux individus de faire face aux principaux risques de la vie.

Vieillesse

Pension de retraite

Santé

Remboursements soins

Famille

Maternité, allocations familiales

Emploi

Chômage, insertion professionnelle

Logement

Aides au logement

Pauvreté

Exclusion sociale, minima sociaux

Assurance et assistance sociales

Les prestations sociales sont versées selon deux logiques complémentaires, qui diffèrent par leurs conditions d'accès et leurs modes de financement.

Assurance sociale

L'individu est couvert contre certains risques **dès lors qu'il participe au financement** (cotisations sociales).

- Indemnités chômage (ARE)
- Pension de retraite
- Indemnités congé maternité

Assistance sociale

Les individus dans le besoin reçoivent une protection minimale **sans contrepartie**, financée par l'impôt.

- ASPA (minimum vieillesse)
- RSA (revenu de solidarité active)
- AAH (allocation adulte handicapé)

Les types d'impôts et la fiscalité française

Les trois structures d'imposition

Forfaitaire

Montant fixe, indépendant du revenu

Proportionnel

Taux constant, quel que soit le revenu

Progressif

Taux croissant avec le revenu (ex : IR)

Spécificités françaises

La France présente un **taux de prélèvements obligatoires élevé** par rapport à la moyenne OCDE. Une part importante des recettes fiscales provient de **taxes indirectes** : la TVA représente environ **30 % des recettes fiscales**.



⚠️ Comparer des éléments équivalents entre pays : définitions et périmètres des prélèvements varient.

Les services collectifs

Les prélèvements obligatoires permettent de financer des **services collectifs**, accessibles à tous, généralement gratuitement ou à coût très réduit. Chacun peut en bénéficier dans les mêmes proportions, indépendamment de sa contribution.



Éducation

Écoles, collèges, lycées, universités publiques



Santé

Hôpitaux publics, soins accessibles à tous



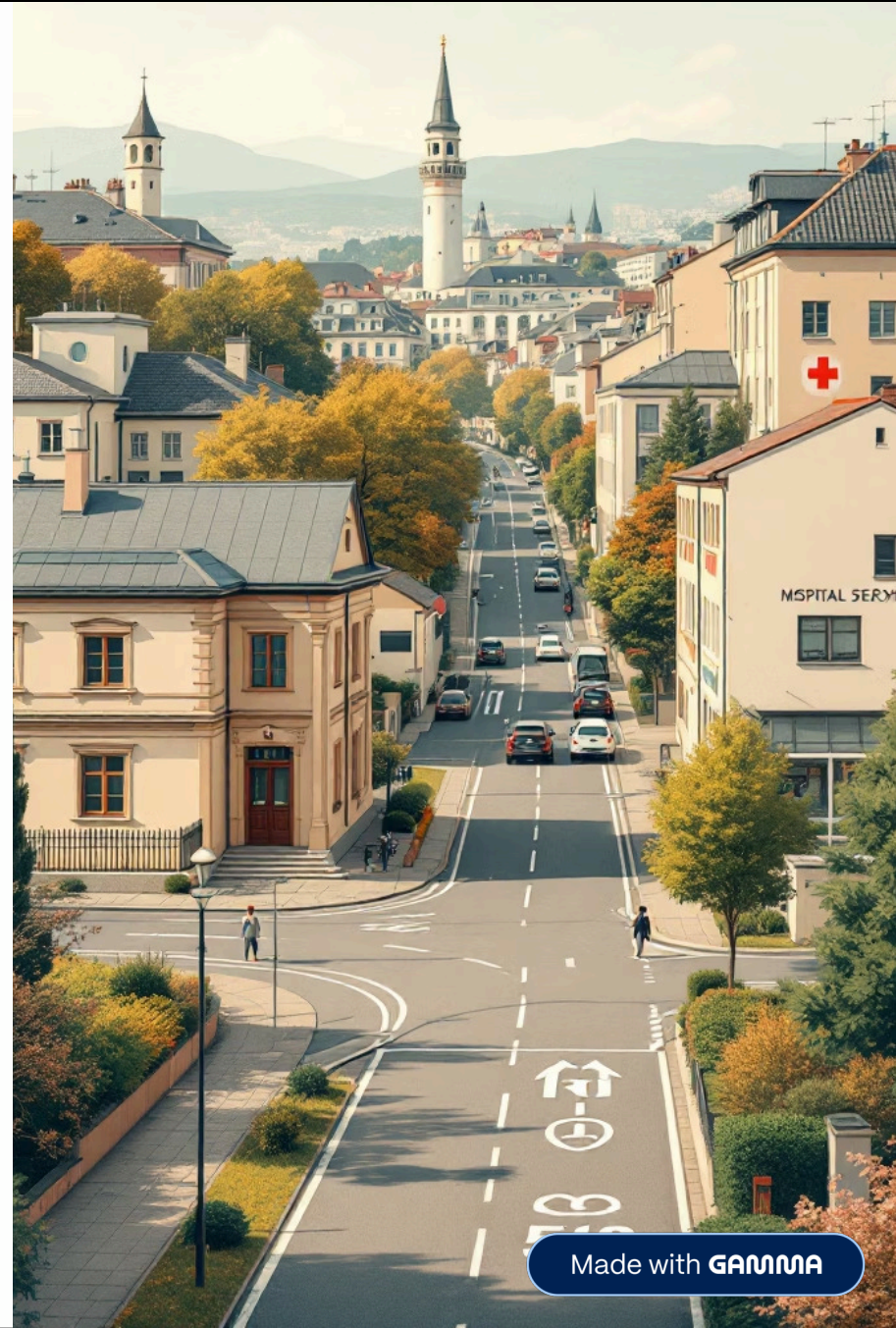
Infrastructures

Transports, routes, réseaux



Défense & Justice

Protection nationale, système judiciaire





PARTIE II

Les limites de l'action publique

De nombreuses mesures de justice sociale sont mises en place pour favoriser la **cohésion sociale**. Pourtant, les **inégalités persistent** – voire augmentent dans certains cas. Se pose donc la question de l'évaluation de la redistribution et des services collectifs.

Redistribution

Réduction des inégalités de revenus

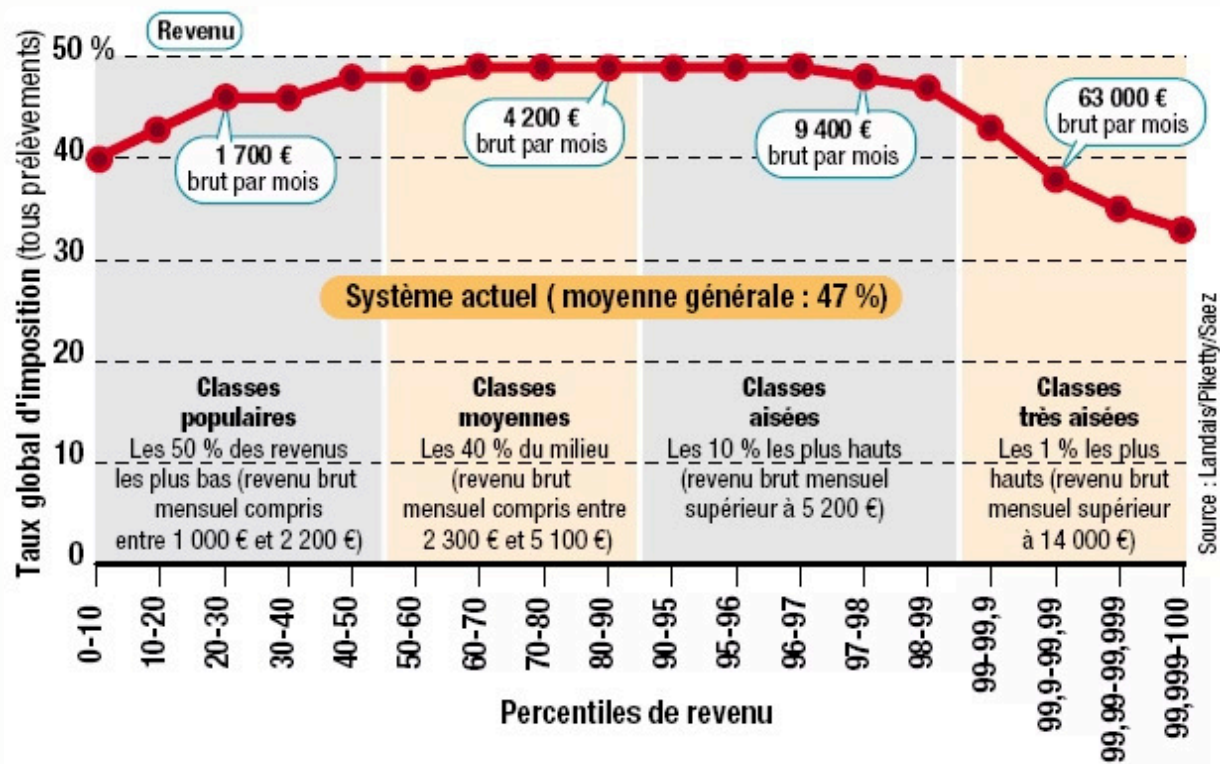
Services collectifs

Accès universel aux biens publics

Efficacité

Évaluation des politiques publiques

Une évaluation délicate des mesures



Des politiques sous contraintes

→ Une redistribution parfois jugée insuffisante

Malgré les transferts, les inégalités de patrimoine restent fortes.

→ L'endettement de l'État

Les politiques sociales sont contraintes par les finances publiques et la dette.

→ Perception d'inéquité

Les classes moyennes peuvent avoir le sentiment de contribuer sans bénéficier suffisamment.

Des effets controversés

Certains économistes libéraux remettent en cause les effets des politiques redistributives sur les comportements individuels.



Trappes à inactivité

Les aides peuvent réduire l'incitation à rechercher un emploi, le revenu d'activité étant proche du revenu de transfert.



Trappes à pauvreté

La perte progressive des aides avec l'augmentation du revenu peut décourager les efforts d'élévation des revenus.



Poids des prélèvements

Un niveau élevé de prélèvements obligatoires pourrait « désinciter » à l'effort, à l'investissement et à l'entrepreneuriat.



Stigmatisation

La logique d'assistance peut être perçue comme stigmatisante, créant un sentiment de dépendance.